

Société -

Article paru le 16 avril 2009

Imprimer**Fermer****UNE PLANÈTE ET DES HOMMES****Un débat public pour sauver la forêt française**

La CGT, l'UNSA et le SNUPFEN Solidaires interpellent l'opinion publique sur le désengagement de l'État.

Blocages de ventes de bois, actions

de désobéissance... Depuis sept mois, les agents de l'Office national des forêts (ONF) sont mobilisés pour obtenir des négociations sur l'avenir de cet établissement public à caractère industriel et commercial. Réunie aujourd'hui à Mont-de-Marsan, l'intersyndicale CGT, SNAF-UNSA et SNUPFEN Solidaires réclame « l'ouverture d'un débat public sur l'avenir de la forêt française » menacé, selon elle, par le projet de restructuration porté par la direction.

Ce plan, qui prévoit entre autres la suppression de 450 emplois et la fermeture de sites situés en zone rurale, s'inscrit dans

le cadre de la politique de désengagement

de l'État poursuivie par le gouvernement. Outre les conséquences sociales pour le personnel, comme celles du « redéploiement de gré ou de force de 200 à 250 personnes vers d'autres métiers ou d'autres résidences » ou celles du déménagement du siège de Paris à Compiègne, les syndicats s'inquiètent de

la profonde mutation dans laquelle se trouve engagé l'établissement. « Le service public de proximité est menacé », explique Philippe Berger, du SNUPFEN. Dans son collimateur, la remise en cause « des triages »,

ces territoires bien délimités et gérés par

un agent patrimonial public. « Dorénavant

les communes forestières n'auront plus

un interlocuteur unique connaissant bien leur domaine forestier et capable de leur apporter l'aide nécessaire à sa bonne gestion. » Cette disparition programmée constitue à terme « un handicap pour faire face notamment aux aléas climatiques comme la tempête Klaus », qui a ravagé la forêt landaise en janvier.

Pire, selon les syndicats, « en transférant 75 millions d'euros de charges de l'État vers l'ONF, le gouvernement place l'établissement dans une situation d'étranglement financier. Se faisant, il précipite l'ONF vers une gestion axée sur des critères de rentabilité financière qui menace à terme la forêt », explique Patrick Leclerc, de la CGT. Cette logique devrait en effet se traduire à l'avenir par une surexploitation des forêts jugées rentables car productives. « Pour verser des dividendes à l'État actionnaire et peut-être demain

à des actionnaires privés, on accélérera

le rythme des récoltes au mépris d'une gestion durable. » Au contraire, les forêts jugées

non rentables car peu productives pourraient se retrouver « quasiment à l'abandon »

et n'être plus convenablement entretenues. Et les syndicalistes de s'interroger : « Quelle forêt allons-nous laisser à nos enfants ? »

Pierre-Henri Lab